



École Pratique
des Hautes Études



COMPTE FINANCIER 2023

CONSEIL D'ADMINISTRATION EXTRAORDINAIRE DU 24 AVRIL 2024

Le mot de l'Agent comptable Chef des services financiers

L'exercice 2023 aura été le dernier à se dérouler sous l'égide de l'ancienne équipe dirigeante présidée par Monsieur Verdier dont le mandat s'est achevé le 23 octobre 2023.

Cette situation s'est accompagnée du départ presque simultané des trois piliers de la direction financière dont l'ancien agent comptable au 31 décembre.

C'est donc un nouvel agent comptable, arrivé au 1^{er} janvier 2024, qui présente la clôture des comptes 2023 au cours de ce qui est la première année du mandat du Président Michel Hochmann.

L'enjeu majeur en 2023 aura été de rétablir l'équilibre financier suite à un exercice 2022 qui s'est clôturé par un double déficit, budgétaire et comptable.

Cependant les mesures prises au cours de l'été n'ont pu en six mois résorber une situation complexe qui nécessite une stratégie de long terme :

la pérennisation des succès de l'Ecole et le développement de sa contribution essentielle à la recherche scientifique au sein de ses trois sections.

Ainsi l'exercice 2023 enregistre un deuxième résultat déficitaire d'affilée, ce qui a conduit l'équipe dirigeante actuelle à renforcer les mesures déjà prises et à les compléter en lançant une réflexion globale tant sur ses besoins bâtimentaires que sur ses ressources humaines afin de rationaliser ses dépenses.

Par ailleurs, des mesures sont engagées dès 2024 pour développer les recettes propres et réduire la dépendance de l'établissement aux subventions publiques.

Néanmoins, il serait illusoire d'attendre de ces mesures récentes ou en cours d'élaboration des résultats immédiats, car l'effet d'inertie et une conjoncture compliquée rendront la tâche particulièrement difficile.

Le compte financier, qui déploie une situation consolidée, précise en dernière partie des éléments concernant le budget annexe de l'écomusée.

Il se compose des éléments réglementaires répartis comme suit :

Rapport de gestion
Tableaux financiers
Liasse budgétaire
Annexe du comptable
Annexes financières

RAPPORT DE GESTION

Éléments marquants de l'exercice 2023

- Le compte financier agrégé 2023 enregistre à la fois un résultat comptable déficitaire et un solde budgétaire excédentaire.
- Cette situation n'est pas inquiétante en soi parce qu'elle caractérise la nature même des activités d'un établissement d'enseignement supérieur tel que l'École pratique des Hautes Études. En effet, la partie budgétaire qui sert au pilotage des missions peut connaître une évolution pluriannuelle évoluant entre excédent et déficit en fonction du cycle de son activité.
- La difficulté est de positionner l'analyse financière d'un exercice donné dans une temporalité plus vaste.
- Le deuxième déficit comptable nécessite néanmoins, d'une part, une analyse devant mener à l'identification des solutions à apporter aux éventuelles difficultés structurelles sur le temps long et, d'autre part, de dégager des pistes d'action à court et moyen terme. Et ce d'autant plus qu'il s'est creusé entre 22 et 23 de manière importante pour passer de - 474 000 € à - 1 439 443,94 €. Les causes de cette aggravation sont développées dans l'annexe du comptable.
- Le budget de l'écomusée Fare Natura situé en Polynésie Française, annexé au budget principal de l'EPHE, enregistre pour sa troisième année d'activité un résultat toujours négatif mais moins important que l'exercice précédent. Ainsi le double déficit de cet établissement est constitué comme suit : solde budgétaire à - 229 509 € et solde comptable à - 264 683 €.
- L'exercice a été marqué à mi-parcours par le plan de retour à l'équilibre qui prévoyait une réduction des dépenses de l'établissement de 136 077 € essentiellement contrées sur le fonctionnement et une estimation des recettes en hausse de 480 000 €. Les réductions ont bien été appliquées.
- Le plan de retour à l'équilibre prévoyait également pour le budget annexe (écomusée Te Fare Natura) une économie de 47 000 €.
- La délibération précisant les conditions de retour à l'équilibre se trouve à la fin du rapport.
- La hausse des dépenses de personnel est analysée dans l'annexe du comptable.

SITUATION CONSOLIDEE

I. Exécution des recettes 2023 (en €)

Nature des recettes	Prévisions 2023	Exécution 2023	Taux d'exécution 2023	Exécution 2022
Subventions pour charges de service public	35 471 577	36 197 067	102,0%	34 852 809
Autres financements de l'Etat	43 548	77 108	169,3%	116 790
Fiscalité affectée	64 545	64 545	100,0%	58 411
Autres financements publics	1 414 645	1 302 459	92,0%	1 181 007
Recettes propres	1 897 500	2 177 038	114,7%	2 274 495
Financements de l'Etat fléchés	239 624	335 676	140,0%	20 850
Autres financements publics fléchés	8 104 107	6 944 958	85,7%	4 400 940
Autres recettes propres fléchées	1 019 247	687 279	67,4%	760 211
Total des recettes	48 254 794	47 786 132	99,0%	43 665 513

Le taux d'exécution global des recettes atteint presque 100 %.

La subvention pour charges de service public, représentant l'essentiel (91,2 %) des recettes globalisées attendues, constitue finalement 90 % des encaissements globalisés réalisés en 2023. Soit 73,5% des prévisions totales des recettes (globales et fléchées) et 75,7% des encaissements totaux.

Elle porte près de la moitié de l'augmentation globale des recettes (+9,4%) avec les autres financements publics fléchés pour l'autre moitié.

Elle s'élève à 36 197 067 € et est constituée des deux parts suivantes:

- 33 286 153 € de crédits pour la masse salariale (+ 5,0 % par rapport à 2022).
- 2 910 914 € pour les crédits de fonctionnement (- 7,9 % par rapport à 2022).

Les crédits alloués par la SCSP sont inférieurs aux 38 854 074 € de crédits de paiements exécutés au cours de l'exercice.

Différentes mesures, développées infra dans le volet dépenses, sont mises en œuvre par l'EPHE pour pallier cette insuffisance des recettes.

Le poids des recettes propres 2023 se maintient à 5,46% de l'ensemble des recettes.

Pour mémoire, une grande part de ces recettes est constituée d'avances sur des dépenses qui seront réalisées ultérieurement. Les fonds issus de ces encaissements ne sont donc pas acquis définitivement à l'établissement (cf. supra : solde budgétaire) et ne constituent qu'une trésorerie **provisoirement** disponible.

Ainsi le faible taux des recettes propres disponibles (non grevées d'obligations conventionnelles) pour l'EPHE est stable et s'élève à 1 490 000 €, soit 2,87 % des encaissements de l'année.

Des mesures visant à augmenter les fonds propres de l'établissement ont été annoncées dès le premier conseil d'administration de 2024, notamment l'augmentation des tarifs de la formation continue à compter du nouvel exercice.

Par ailleurs la trajectoire ascendante des contrats de recherche observées sur la période 2022-2023 et qui se poursuit sur le début de 2024 augure une croissance des produits tirés de domaine d'activité qui prend de plus en plus d'importance.

Ainsi en témoignent les importants ERC remportés au cours de l'exercice : Midrasch 1 et 2 pour près de 5 millions d'€, Pagan Tibet pour plus de 2,5 millions d'€ et Geshaem pour plus de 230 000 € venant compléter des sources de financements de projet qui s'élargissent continuellement.

Ces sources de financement sont d'origine internationale (UFI, EAJS), publique (collectivités territoriales (Paris, Polynésie, région Occitanie), BPI, INCA, OFB, DILCRAH, IUUF, DRAC, ADEME) ou privée (Fondations Rothschild, de France, Albert de Monaco, BNP, Laurette Fugain, AREMIC). Leur diversité est une garantie de leur solidité et de leur pérennité qui se confirme sur 2024.

En effet, le fait que l'Ecole obtienne toujours plus de financements rassure les éventuels nouveaux donateurs.

Les décisions déjà prises et l'extension des sources de financements extérieurs à ceux de l'Etat vont dans le bon sens.

II. Exécution des dépenses (€)

L'exécution des dépenses s'effectue en deux étapes principales :

- 1) consommation d'engagements juridiques annuels (obligations vis-à-vis des tiers desquelles résulteront des décaissements ultérieurs) ;
- 2) consommation de crédits de paiement (décaissements) résultant d'engagements juridiques de l'exercice ou d'exercices antérieurs.

- Autorisations d'engagement (en €) :

Nature des dépenses	Prévisions 2023	Exécution 2023	Taux d'exécution	Exécution 2022
Dépenses de personnel	39 903 211	38 855 870	97,3%	36 655 597
Dépenses de fonctionnement	6 890 377	5 698 169	82,6%	6 134 949
Dépenses d'investissement	928 952	450 954	48,5%	1 207 841
Total des AE	47 722 541	45 004 994	94,3%	43 998 387

- Crédits de paiement 2023 (en €) :

Nature des dépenses	Prévisions 2023	Exécution 2023	Taux d'exécution 2023	Exécution 2022
Dépenses de personnel	39 903 211	38 854 074	97,3%	34 564 445
Dépenses de fonctionnement	8 043 672	6 319 880	78,5%	5 617 226
Dépenses d'investissement	1 311 715	699 401	53,3%	705 520
Total des CP	46 258 599	45 873 356	99,1 %	40 887 191

Cycle dépense de personnel :

Le taux d'exécution des dépenses de personnel, que ce soit en autorisation d'engagement comme en crédits de paiement montre une bonne maîtrise de la construction budgétaire de ce type de dépense.

Sur le fond néanmoins la côte d'alerte indique qu'il faut en maîtriser le montant.

Malgré les décisions prise dans le cadre de la politique de retour à l'équilibre financier, les dépenses de personnel ont augmenté fortement principalement pour les raisons suivantes :

- 500 000 € : augmentation du point d'indice 2022 en année pleine sur 2023

- 170 000 €: création de primes pour les contractuels en année pleine sur 2023
- 109 000 € : revalorisation de la C1 pour les EC
- 81 000 € : création de deux postes d'EC (partielle sur 2023)
- 240 000 € : hausse du point d'indice au 1^{er} juillet 2023
- 200 000 € : prime pouvoir d'achat

Il convient de préciser que la masse salariale des postes créés n'est que partiellement financée par l'Etat. Il conviendrait que son engagement dans ce domaine soit total.

En conséquence le solde comptable 2023 ne s'explique pas autrement, son montant correspondant aux coûts induits par l'application des mesures réglementaires qui s'imposent aux cadres d'emploi de l'EPHE comme cela est développé par ailleurs dans l'annexe du comptable.

Aussi la ressource humaine (EC, Doctorants et BIATSS) constitue le principal poste des dépenses de l'EPHE et son poids dans le résultat (ratio : charges de personnel/produit encaissable) dépasse le seuil d'alerte de 83 % (à 86,3%).

Dans ce cadre contraint il faudra prendre en compte également la trajectoire de la masse salariale des doctorants contractuels en très forte hausse en 2023, en identifier les causes et les corriger.

Ainsi, et conformément aux remarques formulées par le ministère, la présidence renforce les mesures déjà prises par la mise en place en 2023 d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) qui doit permettre un pilotage de la masse salariale devant mener à des décisions compatibles à la fois avec les exigences de l'équilibre financier et avec son ambition de renouvellement de ses cadres pour accompagner son développement futur.

Par ailleurs la poursuite de la décision de geler des postes rendus vacants par des départs à la retraite d'enseignants-chercheurs va continuer à produire ses effets positifs sur les finances de l'école.

L'atterrissage 2024 devrait être plus favorable que celui de 2023, dus à des prévisions initiales à la baisse pour prendre en compte l'instabilité ou la vacance constatée sur les postes d'administratifs.

Ainsi, la baisse des dépenses prévisionnelles atteint 423 000 € pour un atterrissage fin 2024 à 36 066 628 €.

Néanmoins, une politique de long terme ne peut pas être seulement guidée par des considérations comptables.

La GPEC engagée en 2024 permettra de questionner l'ensemble du dispositif de dépense de personnel pour identifier les mesures structurantes les plus adéquates ne se limitant pas à des coupes budgétaires. Le non-renouvellement continu des postes d'enseignants-chercheurs risquerait en effet à terme de grever l'avenir scientifique de l'école.

Ainsi, les services administratifs et notamment la direction des ressources humaines sont engagés dans une démarche globale qualitative allant d'une meilleure communication inter-services à une affectation optimale de sources de financement.

Cette stratégie, qui commence à porter ses fruits, devra constituer l'ossature des prochaines prévisions budgétaires.

Cycle immobilier :

Une même dynamique soutient le processus de rationalisation de l'occupation immobilière de l'école dans le cadre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière validé pour la période 2020-2025.

Les coûts sont concentrés essentiellement sur les charges locatives du siège administratif et sur la participation de l'école aux espaces de laboratoire situés sur le campus Condorcet, soit un montant total d'environ 2 millions d'€ répartis de la façon suivante :

- 57 % Loyer siège (Ferrus)
- 43 % Campus Condorcet.

Ce qui représente 81,2 % des charges locatives de l'ensemble des neuf sites (dont Mooréa en Polynésie Française) occupés par l'école.

A noter que 2023 marque la fin de la collaboration avec le collège Sainte-Barbe devant entraîner une économie de 41 000 €.

Comme sur la GPEC, la politique immobilière de l'EPHE ne doit pas se limiter à l'abandon de sites mais doit questionner l'ensemble du dispositif pour identifier et répondre aux besoins pédagogiques réels de l'école.

Par exemple le partenariat EPHE-INHA est essentiel pour la vie scientifique et pour une partie importante des enseignements de l'École. Il en va de même en ce qui concerne nos locaux en Sorbonne.

Pour faire écho aux observations précédentes concernant l'impact du relèvement réglementaire des charges salariales sur le résultat comptable 2023, les hausses sur Ferrus et Condorcet représentent l'autre volet du creusement du déficit, quoique d'une façon moins prononcée.

Aussi la concentration des efforts futurs se portera donc sur ces deux postes (Ferrus et Condorcet), l'occupation des autres sites ayant toute proportion gardée une incidence plus faible sur la hausse continue des charges bâtimentaires constatée depuis plusieurs exercices.

Cycle « Contrats de recherche » :

Le total des dépenses effectuées sur le 08CRE, qui regroupe tous les contrats de recherche, s'élève à 5,1 M€ en baisse de 10% par rapport à 2023, expliquant une baisse du produit tiré des frais de gestion de ce type d'opérations passant de 390 000 € en 2022 à 360 000 € en 2023.

Les frais de gestion devront faire l'objet d'une étude pour être optimisés et réduire l'autofinancement (financement sur les fonds propres de l'EPHE) des charges de personnel sur les contrats de recherche, notamment la rémunération due au project manager.

III Solde budgétaire

Le solde budgétaire résulte de la différence entre encaissements et décaissements budgétaires de l'exercice.

	CF 2022	BR2023 N°2	CF 2023	Ecart BR23/CF23	Variation CF 22/23
Recettes	43 665 514	48 254 794	47 786 132	-0,9 %	+ 9,4%
Dépenses	44 427 866	49 258 599	45 873 356	-6,8 %	+3,2%
Solde budgétaire	- 762 352	- 1 003 805	+ 1 912 775		NS

Le BR2 2023 prévoyait un solde budgétaire en déficit de 1 003 805€.

Finalement les dépenses auront été exécutées (hors paye) en-deçà des dernières prévisions (-6,8% n'est pas exécuté). Le ratio ne semble pas déterminant néanmoins il y a un écart de près de 3 400 000€ entre la dernière prévision et l'exécution finale.

Quant aux recettes, leur évaluation établie au CA du 7 décembre 2023 se révèle proche de leur réalisation finale (à 0,9 % près).

Considérant que les prévisions finales pour 2023 en dépenses sont issues d'une deuxième rectification (la première ayant eu lieu en juin) et que les écarts prévisions réalisations concernant les natures de fonctionnement et d'investissement, il conviendra de s'interroger pour l'avenir à la fois :

- 1-sur la nécessité d'effectuer des rectifications
- 2-sur la liquidation des modifications demandées.

Ce point de vigilance devra être évoqué lors des dialogues de gestion qui viendront compléter le présent rapport sur la gestion 2023.

IV Evolution de la situation patrimoniale

Associée à la comptabilité budgétaire, la comptabilité générale en droits constatés détermine la situation patrimoniale de l'établissement.

Résultat comptable et capacité d'autofinancement

Le résultat comptable de l'exercice 2023 est déterminé par la différence entre les produits et les charges de fonctionnement. L'analyse du compte de résultat permet de déterminer également la capacité d'autofinancement de l'établissement (CAF), c'est-à-dire l'excédent des produits encaissables sur les charges décaissables.

	2021	2022	2023	Variation 22/23
Produits	41 760 027	44 749 557	45 847 913	+ 7,2%
Charges	40 627 689	45 223 346	47 287 357	+ 11,3%
Résultat	+ 1 132 338	- 473 789	- 1 439 443	NS
CAF	+ 1 507 620	+ 64 063	- 1 354 274	NS

Le résultat comptable est détaillé dans l'annexe jointe au rapport de gestion.

Le déficit constaté est d'ordre conjoncturel, il conviendra dans la mesure du possible de tenir compte des aléas réglementaires et économiques lors de la liquidation des prévisions budgétaires futures.

Fonds de roulement et besoin en fonds de roulement

Le fonds de roulement (FDR) est constitué de l'excédent de ressources à long terme dont dispose l'établissement pour faire face à ses besoins de financement. Le besoin en fonds de roulement (BFR) représente la différence entre les créances à encaisser et les dettes à payer au 31 décembre de l'exercice.

Les données au 31 décembre 2023 sont les suivantes :

	2022	2023	Variation en €
Fonds de roulement	6 297 419	4 725 077,72	-1 572 077,72
Besoin en fonds de roulement	-2 852 487	- 5 924 419,79	- 3 071 158,35

Le FDR-réserves à long terme couvre largement le BFR-décaissements à court/moyen terme. Le BFR est notamment impacté par le solde entre les avances reçues et les dépenses annuelles effectuées sur les contrats de recherche.

Le fonds de roulement assure encore plus de 37 jours de décaissement ce qui est supérieur au seuil prudentiel. Néanmoins, ce ratio était de 52 jours l'année dernière.

Ainsi, il conviendra de restaurer à terme l'équilibre financier afin de ne pas épuiser le fonds de roulement en baisse constante sur la période 2021-2023.

Trésorerie

La trésorerie est mouvementée par :

1- Des encaissements budgétaires

2- Des opérations pour compte de tiers (opérations de simple transit sans impact autre que la charge de travail qu'elles génèrent).

L'école reverse des sommes qui ne font que transiter dans sa caisse (TVA, conventions de reversement, aides à la mobilité).

3- Opérations de régularisation infra-annuelles

Il s'agit des rapprochements des encaissements avec des titres ou de demandes de paiement avec des décaissements, effectués tout au long de l'année.

Dès lors, le solde de trésorerie en fin d'exercice se décompose ainsi :

Trésorerie au 01/01/2023	9 149 906 €
Solde budgétaire	1 912 775 €
Solde des opérations pour comptes de tiers	- 414 295 €
Trésorerie au 31/12/2023	10 649 497 €

La trésorerie disponible au 31 décembre 2023 assure à l'établissement 114 jours de paiement de dépenses.

La trésorerie est suffisante pour honorer les engagements déjà pris à réaliser sur l'exercice.

BUDGET ANNEXE TE FARE NATURA

L'écomusée « Te Fare Natura » doit son existence à une initiative du laboratoire CRIOBE voulant diffuser au grand public les connaissances scientifiques sur le milieu naturel Polynésien.

L'EPHE, en tant que tutelle bâtiminaire exclusive, porte l'ensemble des opérations immobilières du musée.

Quant à son exploitation, il est financé exclusivement par l'EPHE sur un modèle « MEEF 32 000 visiteurs » d'avant COVID qui paraît actuellement optimiste au vu des doubles déficits (comptable et budgétaire) constaté depuis deux ans.

Le résultat comptable de l'écomusée est à nouveau déficitaire :

	2021	2022	2023
Produits	555908	1174898	1 194 127
Charges	418527	1499760	1 458 810
Résultat	137 381	-324 862	-264 683

Les produits augmentent de 1,6 % et les charges baissent de 2,7 % par rapport à 2022, la dynamique est bonne et dépasse l'objectif de diminution des dépenses de fonctionnement de 37 000 € déterminé dans le plan de retour à l'équilibre.

Il convient de poursuivre l'effort déjà engagé afin notamment de dynamiser les produits.

Par ailleurs l'écomusée Fare Natura présente un déficit budgétaire pour la troisième année consécutive :

	2021	2022	2023
Recettes	301 033	362 557	331 484
Dépenses	402 296	687 310	560 993
Solde budgétaire	-101 263	-324 753	-229 509

On constate entre 2022 et 2023 une baisse significative de dépenses budgétaires (-18,4%) mais également une baisse, certes moindre (- 8,6%), des recettes.

La ponction de la subvention de fonctionnement attribuée fin 2022 à hauteur de 500 000 € pour financer l'aquarium de l'écomusée (200 000 €) explique le déséquilibre constaté.

La dynamique observée sur 2023, d'augmentation des recettes propres et de réduction des dépenses, doit être maintenue sur les exercices ultérieurs, toujours en tenant compte des contraintes liées à l'exploitation du musée.

Par ailleurs le maintien de l'Institut des récifs coralliens du Pacifique (IRCP) qui semble superfétatoire en parallèle des activités du CRIOBE et de l'écomusée devra faire l'objet d'une étude.

Synthèse

Adoptés en juillet dernier (Cf. la délibération infra) les efforts pour contenir les dépenses n'ont pas eu le temps nécessaire de produire leurs pleins effets pour maintenir l'équilibre financier en 2023. Il aurait été difficile d'y parvenir dans un contexte défavorable, car le déficit s'explique pour l'essentiel par les mesures réglementaires RH et le rattrapage de l'inflation impactant le coût des implantations de l'École.

Ces dernières difficultés suffisent à expliquer tant le déficit en lui-même que son aggravation.

Malgré cette conjoncture difficile, l'école poursuit et renforce une politique de saine gestion budgétaire sur plusieurs volets :

Le volet recette :

Augmentation des tarifs pour améliorer les recettes propres de l'école qui sont bien en-deçà des recettes habituelles d'autres établissements de même type.

Il reste une marge de manœuvre sur cette trajectoire à la hausse, les opérations menées sont récentes et encore au stade expérimental.

Le volet dépense de personnel :

Gel pendant un an des postes vacants d'enseignant-chercheur qui va permettre dès 2024 une économie de 400 000 € sur les coûts RH.

Le volet patrimonial :

Réduction de l'occupation physique de l'école en 2023 générant une économie de 40 000 € annuels.

Néanmoins il n'est pas réaliste de vouloir rééquilibrer les comptes en un seul exercice sans faire l'économie d'une réflexion de fond qui ne débute qu'à compter de 2024.

Ainsi, un GPEC travaillé est nécessaire pour piloter la masse salariale de façon pluriannuelle pour dégager des solutions visant à optimiser l'utilisation des sources de financements externes.

Une réflexion stratégique sur les besoins en m² est également amorcée afin de déterminer l'occupation du parc la plus efficiente, notamment sur les espaces actuellement sous-utilisés au Campus Condorcet.

Enfin, il conviendra lors des dialogues de gestion de dégager des pistes pour améliorer la prévision des dépenses et des recettes et plus généralement les processus de gestion.

13www.ephe.psl.eu

Les Patios Saint Jacques - 4, 14 rue Ferrus - 75014 Paris Tél. 01 53 63 61 20 - Siret : 197 534 860 00105



Délibération n ° 2023-083 du conseil d'administration du 10 juillet 2023 précisant les conditions de retour à l'équilibre de l'EPHE-PSL à compter de l'exercice 2023

Vu la délibération n ° 2023-022 du conseil d'administration du 9 mars 2023 approuvant le compte financier 2022 de l'EPHE-PSL, notamment son article 1 établissant les éléments suivants :

❖ **Budget principal**

- Solde budgétaire : déficit de - 437 598,58 €
- Résultat patrimonial : déficit de - 148 926,65 €

❖ **Budget annexe du SAIC (écomusée Te Fare Natura)**

- Solde budgétaire : déficit de - 324 753,47 €
- Résultat patrimonial : déficit de - 324 862,31 €

Vu l'article R. 719-104 du code de l'éducation qui précise que « le conseil d'administration délibère sur l'affectation des résultats du budget principal et du budget annexe. [...] Lorsque le compte de résultat accuse une perte, le conseil d'administration détermine par une délibération les conditions de retour à l'équilibre pour l'exercice suivant. Le projet de cette délibération est soumis à l'avis préalable [...], pour les établissements qui lui sont directement rattachés, du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Cet avis est communiqué au conseil d'administration avec le projet de délibération. »

Vu l'avis de la commission mixte budgétaire de l'EPHE-PSL du 30 juin 2023

Vu l'avis du Bureau de l'EPHE-PSL du 3 juillet 2023

Le conseil d'administration adopte les mesures suivantes :

1) Budget annexe du SAIC (écomusée Te Fare Natura) - exercice 2023

- Diminution des prévisions de recettes : - 150 000 €
- Diminution des crédits de paiement : - 197 000 €
- Solde budgétaire excédentaire : + 47 000 €

2) Budget principal

a) Diminution des dépenses

- Lors de l'élaboration du projet de budget initial 2024, diminution de 5 % de l'enveloppe budgétaire de certains CR et des 4 instituts

CR	Montant en €
Communication	- 3 700
Formation des personnels	- 3 200
Gouvernance	- 2 575
Infrastructures Moorea	- 11 850
Relations internationales	- 3 300
Archives et documentation	- 3 900
Actions ponctuelles	- 3 450
Section Sciences historiques et philologiques	- 540
Section Sciences religieuses	- 600
Section Sciences de la vie et de la Terre	- 2 310
Master SVT	- 1 250
Etudiants	- 1 224
Ecole doctorale et reprographie	- 6 835
Humanités numériques	- 1 400
Formation continue	- 5 245
Publications	- 2 150
Gestion mécénat	- 1 000
ILARA	- 6 399
IRCP	- 900
IREL	- 799
ITEV	- 950
Total	- 63 577

- Diminution de 5 % du montant de l'enveloppe de crédits récurrents à destination des unités de recherche

Estimation : - 37 500 €

- Abandon du partenariat entre l'EPHE-PSL et l'IEA de Paris

Estimation : - 35 000 €

- Dans l'optique du futur schéma directeur de développement soutenable de l'établissement, attendu pour 2024, incitation à limiter, à compter de la rentrée 2023, le nombre de déplacements professionnels à forte empreinte carbone, notamment lors de l'organisation des colloques

- Centralisation par la direction des systèmes d'information des achats informatiques importants à destination des services et des équipes de recherche, afin de les harmoniser et de réaliser des économies d'échelle

- Prise en charge en interne par la DSI, lorsqu'elle a les compétences techniques requises et la disponibilité nécessaire, de développements informatiques ou de projets SI actuellement confiés à des prestataires extérieurs

- Recrutement des agents BIATSS : toute évolution de l'organisation des services se fait désormais à masse salariale au plus constante. Dans le cas d'une vacance de poste constatée durant l'année n, report du recrutement à l'année n+1 après évaluation des besoins

- Recrutement des enseignants-chercheurs : pour tout support de poste devenu vacant au cours de l'année n, organisation de son remplacement lors de la campagne synchronisée de recrutement au printemps de l'année n+1

b) Augmentation des recettes

- Matérialisation des succès des lauréats d'ERC au profit de l'EPHE-PSL :

- ✓ Reversement à l'établissement, sans aucune dérogation possible, de l'intégralité des 25 % de frais de gestion alloués par l'UE au lauréat
- ✓ Reversement intégral à l'établissement de la valorisation des salaires des porteurs par l'UE

Estimation dans le cas de l'ERC MIDRASH : + 130 000 € / an

- Refus des demandes de dérogation des porteurs de projet sollicitant la nullité des frais de gestion pour l'établissement (exception faite du cas où le taux nul est explicitement prévu par le partenaire, une fondation par exemple)
- Généralisation du taux de 15 % pour les frais de gestion, hors réglementation spécifique (ANR, UE). Les futurs candidats sont invités à se mettre, préalablement au dépôt du projet, en rapport avec la cellule d'aide au montage des projets pour préparer leur dossier de candidature.

Estimation (exercice 2022) : + 150 000 €

- Application aussi systématique que possible du taux de 15 % de frais de gestion dans le cadre de la facturation de prestations
- Création d'un groupe de travail sur les auditeurs de l'EPHE-PSL afin d'identifier de nouveaux leviers : renouvellement et augmentation de ce public, réflexion sur le tarif d'inscription en fonction des offres des autres établissements
- Développement de la formation continue
- Demande d'accompagnement formulée auprès de la tutelle visant à abonder la SCSP en 2023

Estimation dotation exceptionnelle pour frais mutualisés Campus Condorcet : + 200 000 €

Résultat du vote

Nombre de votants : 35

Nombre de voix « pour » : 32

Nombre de voix « contre » : 0

Nombre d'abstentions : 3